

**SÉANCE DU 18 JUIN 2025**

ECHANGE AVEC LE NOUVEAU PDG D'EDF

Lors de la séance extraordinaire du CSEC de ce jour, la délégation CGT a interpellé le nouveau Président-Directeur Général d'EDF, Bernard Fontana, sur plusieurs sujets cruciaux, reflétant les préoccupations et les revendications des agents.

1 Externalisation et Sous-traitance :

La CGT a dénoncé l'externalisation outrancière ayant déstructuré le corps social et a revendiqué un "Grand Carénage Social" redonnant sens au travail par la réinternalisation et l'embauche massive d'exécutions/maîtrises.

Le PDG a exprimé son attachement aux métiers de terrain : affaire à suivre.

2 Plan d'Économies :

La CGT a exprimé ses préoccupations concernant le plan d'économies de 30% sur les frais de fonctionnement, qui affectera négativement les conditions de travail des salariés, en ne servant qu'à faire "belle image" envers les agences de notation.

Le PDG a essayé sans grande réussite de nous rassurer ...

3 Dialogue Social :

La CGT a souligné l'importance d'un réel dialogue social prenant en considération les attentes du personnel et a exprimé ses inquiétudes quant à la disponibilité de Bernard Fontana pour participer aux échanges au sein du CSEC.

Le PDG a assuré qu'il tacherait d'être présent et qu'il serait disponible aux échanges.

4 Avenir de Cordemais :

La délégation a insisté sur la nécessité pour EDF de se conformer à la loi Saint-Avold pour la conversion de la centrale de Cordemais, soulignant l'importance énergétique et le respect des engagements légaux et sociaux.

Le PDG a annoncé qu'il allait se pencher sur le sujet ...

5 Statut des IEG :

La préservation et le renforcement du Statut des IEG ont été mis en avant car essentiels pour assurer attractivité et fidélisation. La CGT a aussi revendiqué la réhausse de la grille salariale et des échelons d'ancienneté.

Le PDG a juste affiché sa non opposition au Statut ...

6 Transition Énergétique et Souveraineté :

La CGT a réaffirmé son Programme Progressiste de l'Energie prônant la sortie du marché, le retour à une EPIC sous contrôle social et le juste prix de l'électricité (-20%), assurant les investissements et l'isolation des logements.

Le PDG n'a pas répondu ...

En complément, la CGT a notamment pointé les inquiétudes liées au Post ARENH, l'avenir de l'Hydraulique en dénonçant la volonté d'un ARENH Hydro, la nécessité d'intégrer Electricité De Mayotte au sein de la DSEI et les liens commerciaux perdurant avec 2 chefs d'état sous mandats d'arrêt internationaux. L'engagement de la CGT sera sans faille pour défendre les intérêts des travailleurs et du service public.



SÉANCE DU 18 JUIN 2025



PROCHAINS RENDEZ-VOUS :

3 JUILLET - CSEC
25 SEPTEMBRE - CSEC
18 SEPTEMBRE CSSCT- C
13 NOVEMBRE - CPS-C



RENCONTRE DES
SECRÉTAIRES,
TRÉSORIERS, RS DE CSE
ET MEMBRES DU CSEC

25 et 26 juin 2025

Comme évoqué
lors de notre
webinaire du 16
mai 2025, le CSE
Central d'EDF
organise les 25 et
26 juin 2025 à
Paris, une réunion
de l'ensemble des
Secrétaires,
Trésoriers et RS
des CSE.

Cette rencontre
nous permettra
d'échanger au sein
de la filière entre
les CSE et le CSE
Central.

REX COPILOT - FORMATION IAG - CHARTE NUMÉRIQUE

350 utilisateurs ont expérimenté l'IAG Microsoft Copilot 365, principalement pour des comptes-rendus, synthèses de documents et recherches d'infos.

L'outil n'étant pas souverain, car lié au PATRIOT Act américain, la suite de l'expérimentation se fera en 2 volets : le 1er, sur un portail IAG souverain et le 2ème, via Copilot 365 ouverts à 3000 salariés mais avec un cadrage de l'usage.

Sera regardé ensuite le niveau de déploiement métier par métier. La formation à l'IAG n'est prévue que par e-learning, webinaires/fiches pratiques, puis à la main des unités. La mise à jour de la charte numérique est passée pour info.

Si cet outil pourra aider les salariés, la CGT a pointé les potentiels impacts sur l'emploi, le besoin légitime de retour aux salariés des gains générés et dénoncé l'absence de formations physiques, le transfert de responsabilité de la direction en cas de mauvaise utilisation, ainsi que les incohérences et subjectivités de la charte pouvant amener à des mesures disciplinaires.

PROJET GRAND PARIS / RÉORGA MÉDECINE CONSEIL

La direction veut centraliser les services de médecine conseil d'Île-de-France dans une tour de la Défense, en prétendant le faire pour l'amélioration des conditions de travail des salariés concernés ainsi que de leur patientèle.

En réalité, ce n'est qu'une basse opération immobilière visant 500 mille euros d'économie à l'encontre des attentes du personnel médical, que la CGT a rencontré à plusieurs reprises, et de l'exercice de leurs fonctions, notamment vis-à-vis des notions de confidentialité des données médicales.

La CGT a fermement dénoncé cette opération d'économie faite sur le dos du personnel médical et des agents qu'ils suivent, tout en annonçant qu'un cahier revendicatif était en cours de validation.

SEULE LA CGT A VOTE NÉGATIVEMENT

